Dernière mise à jour : 25 septembre 2025

France

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Accueil / Expulsion / Extradition	
Analyse insuffisante par les autorités administratives et les juridictions des risques de mauvais traitements en cas d'expulsion de ressortissants russes d'origine tchétchène.	Groupe K.I. (5560/19+) Arrêt définitif le 15/07/2021 Surveillance standard État d'exécution
Sept violations liées, surtout : le placement en rétention de mineurs non-accompagnés après leur rattachement arbitraire à un adulte en vue de permettre leur expulsion collective et expéditive de Mayotte vers les Comores, et absence de recours interne effectif en lien avec l'expulsion et la vie familiale des requérants.	Moustahi (9347/14) Arrêt définitif le 25/09/2020 Surveillance soutenue État d'exécution
Inexécution de décisions de justice ordonnant l'octroi de conditions d'accueil à des demandeurs d'asile.	Groupe <i>M.K. et autres</i> (34349/18) Arrêt définitif le 08/03/2023 Surveillance standard État d'exécution
Extradition vers le Burkina Faso conditionnée au réexamen de la validité et la fiabilité des assurances diplomatiques fournies à la France.	Compaoré (37726/21) Arrêt définitif le 07/12/2023 Surveillance standard État d'exécution
Conditions de détention	
Surpopulation carcérale et mauvaises conditions matérielles de détention dans les prisons en Métropole et en Outre-mer et absence de recours interne préventif effectif.	J.M.B. et autres (9671/15+) Arrêt définitif le 30/05/2020 Surveillance soutenue État d'exécution
Violences faites aux femmes	
Protection inadéquate par les autorités d'enquête et les juridictions de requérantes, ayant dénoncé des viols subis alors qu'elles étaient mineures d'âge ; discrimination et victimisation secondaire en raison des propos tenus à leur encontre	L. et autres (46949/21) Arrêt définitif le 24/07/2025 Surveillance soutenue État d'exécution
Atteinte disproportionnée à la vie privée de la requérante, en raison du prononcé de son divorce pour faute à ses torts exclusifs pour refus de relations sexuelles avec son époux.	H.W. (13805/21) Arrêt définitif le 23/04/2025 Surveillance soutenue État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Respect du domicile

Expulsion de gens du voyage de terrains qu'ils occupaient depuis de nombreuses années, sans examen de proportionnalité de l'ingérence dans leur droit au respect de leur domicile et sans prise en compte suffisante des besoins des requérants ayant demandé un relogement sur des terrains familiaux.

Winterstein et autres (27013/07) Arrêt définitif le 17/01/2014

> Surveillance standard État d'exécution

Modalités d'expulsion de Roms d'un campement illégal sur un terrain communal où ils étaient depuis six mois : non-respect des mesures réglementaires prévues (diagnostic/évaluation des besoins des personnes concernées, soutien dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'hébergement) ; absence de recours effectif.

Hirtu et autres (24720/13) Arrêt définitif le 14/08/2020

> Surveillance standard État d'exécution

Droit de ressortissants d'entrer dans leur pays

Violation du droit d'entrer dans l'Etat dont une personne est ressortissante, du fait de l'absence de garanties appropriées contre l'arbitraire dans l'examen des demandes des requérants de rapatrier leurs deux filles et leurs trois petits-enfants, ressortissants français détenus depuis 2019 dans des camps du Nord-est de la Syrie.

H.F. et autres (24384/19) Arrêt définitif le 14/09/2022

> Surveillance soutenue État d'exécution